

que les révisions de la politique étrangère de la fin des années 60 et du début des années 70 sont à l'origine de la décision de diversifier nos relations extérieures en vue de placer le Canada et ses citoyens dans une situation plus saine et plus favorable dans le monde. La mise en oeuvre de cette politique s'est poursuivie pendant plusieurs années, et des progrès ont été marqués dans plusieurs directions, notamment dans nos rapports avec le Japon, les pays en développement et, ce qui nous retient particulièrement aujourd'hui, l'Europe.

Mais comprenez-moi bien: nous ne prétendons pas avoir réinventé la roue. Les relations du Canada avec l'Europe sont, depuis longtemps, fortes et importantes. Et elles le demeurent encore aujourd'hui.

Prenons la sécurité. Au sein de l'Alliance de l'Atlantique Nord, nous sommes les partenaires de huit des neuf membres de la Communauté européenne, et notre récente décision d'augmenter notre contribution à l'OTAN vient confirmer nos intérêts stratégiques et autres en Europe. Nous participons aussi, avec nos alliés européens, aux grands efforts visant à promouvoir la détente et la sécurité dans le monde. Nous avons collaboré avec eux pendant la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, et avons signé comme eux la Déclaration d'Helsinki. Nous nous concertons étroitement pour atteindre, si possible, un niveau plus élevé de sécurité par des réductions mutuelles et équilibrées des forces en Europe. De plus, nous sommes conscients que si l'on parvient à établir des relations économiques et autres avec les pays socialistes, selon des modalités acceptables de part et d'autre, les perspectives de paix dans le monde seront d'autant améliorées, et les dangers de confrontation militaire, réduits.

Parallèlement, dans le secteur économique, nous sommes déjà étroitement associés aux pays d'Europe, tout comme à d'autres pays, en vue de promouvoir des accords généraux dans les domaines du commerce, de l'énergie et de la monnaie, qui pourraient notamment avoir une incidence directe et profonde, voire stimulante, sur nos relations avec l'Europe, par exemple dans les négociations commerciales multilatérales à Genève, dans les discussions monétaires du Fonds monétaire international (FMI), à la Conférence sur la coopération économique internationale, et au sein des Nations Unies et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ce que nous ainsi que les Européens et d'autres nations voulons réaliser pour améliorer nos relations avec le tiers monde - créer une économie mondiale plus stable, plus florissante et plus équitable - devrait aussi avoir un effet d'entraînement sur nos relations avec l'Europe.

Comme vous le constatez, nous travaillons étroitement, au niveau